

Nos activités progressent rapidement. Nous nous sommes entendus avec le Québec pour lui affecter toute sa part des crédits qui s'élève à 70 millions de dollars. Des contrats sont passés pour la construction de sections d'une autoroute traversant la ville de Montréal et qui se raccordera à la Transcanadienne. Il y a déjà mille hommes au travail sur le chantier et le Gouvernement du Québec prévoit qu'il y en aura 2,400 en avril. On créera plusieurs fois ce nombre d'emplois pour la fourniture et le transport des matériaux jusqu'au chantier. Nos hauts fonctionnaires sont convenus avec le Gouvernement de la Colombie-Britannique de lui allouer 37 millions de dollars sur la part qui lui revient du fonds de prêts destinés à des projets municipaux. Cette province prévoit que les travaux vont démarrer immédiatement. Nous avons vu les représentants des autres provinces pour accélérer leurs projets, et elles doivent nous présenter des demandes dans les prochains jours. Les projets sérieux seront approuvés sans délai...

Nous avons pris les décisions nécessaires pour réussir à contrôler la pire escalade des prix et des coûts, et nous prendrons les décisions voulues pour assurer une expansion économique vigoureuse et soutenue.

L'effet de toutes ces modifications de la politique fiscale et monétaire au cours des derniers mois a été d'assurer un vigoureux stimulant à l'expansion de l'économie canadienne.

Au début de mes remarques, j'ai admis facilement que l'économie, au cours de 1970, n'avait pas été aussi florissante, en général, que nous l'aurions voulu. Néanmoins, il se manifeste des signes évidents de reprise qui sont de bon augure pour l'avenir.

Dans l'exposé budgétaire, j'ai signalé que la production économique a commencé à monter de nouveau dans le troisième trimestre, à la suite de la pause que le second a marquée. Il s'écoulera un certain temps avant la publication des comptes publics du quatrième trimestre, mais il est encourageant de noter qu'en novembre, l'indice de la production industrielle, indicatif important de l'activité économique, a monté de 1.3 pour cent par rapport au mois précédent. Cette augmentation, l'augmentation mensuelle la plus considérable depuis février dernier, s'est produite malgré l'entrave que la grève à la *General Motors* a été pour la production industrielle.

Un autre signe de la relance de l'économie canadienne se trouve dans les permis pour la construction résidentielle, émis en octobre et en novembre, et dont la valeur dépasse pour la première fois en 1970 les niveaux de l'année précédente. Après avoir été au ralenti au début de l'année, la construction domiciliaire a augmenté considérablement pendant la dernière partie de 1970, à la suite d'une forte injection de capitaux émanant du Gouvernement fédéral, qui s'insère dans la série de mesures adoptées pour accélérer la croissance économique. Au cours du trimestre de l'année dernière, les mises en chantier

atteignaient dans le domaine du logement, le rythme annuel désaisonnalisé de 260,500, soit le taux le plus élevé enregistré depuis le premier trimestre de 1969.

Dès la fin de la semaine dernière, le Bureau fédéral de la statistique a signalé qu'à la suite d'un relèvement substantiel de ses exportations, le Canada avait enregistré, en ce qui concerne sa balance internationale des marchandises, un excédent de 2.95 millions de dollars. Non seulement ce chiffre représente-t-il plus du double du record précédemment enregistré en temps de paix—1.3 milliard de dollars en 1968—mais encore dépasse-t-il de plus de 1.2 milliard de dollars le record des années de guerre, soit 1.7 milliard de dollars en 1945.

Au cours de l'année 1970, les dépenses commerciales d'investissement ont accusé un retard sensible sur les prévisions établies par les sociétés privées, ce qui a contribué au ralentissement de la croissance économique. Malgré cette insuffisance des investissements, il est encourageant de constater qu'une étude récemment effectuée par le ministère de l'Industrie et du Commerce et portant sur 200 grandes sociétés canadiennes indique que ces dernières prévoient que leurs dépenses d'investissement pour 1971 excéderont d'environ 11 pour cent leurs dépenses effectives de l'année dernière.

L'un des principaux facteurs de vigueur économique réside dans les progrès extraordinaires accomplis au cours de l'année dernière dans notre lutte contre la hausse des prix. En décembre, l'indice des prix à la consommation a accusé un recul de 0.4 pour cent par rapport au mois précédent. L'augmentation annuelle de l'indice pour décembre n'atteint que 1.5 pour cent, soit le taux le plus faible depuis 1964. De février à décembre, la hausse de l'indice désaisonnalisé des prix à la consommation n'a été que de 1.5 pour cent, ce qui représente un taux sensiblement plus faible que celui de tout autre grand pays industrialisé.

En 1970, il y a eu une forte baisse des taux d'intérêt, à la suite de l'assouplissement de la politique monétaire amorcé l'an dernier... et de la conviction croissante que l'inflation était en voie d'être jugulée. A la mi-janvier, de cette année, le rendement des bons du Trésor à 91 jours était de 4.66 pour cent, comparativement à des rendements de plus de 7.5 pour cent à la fin de 1969 et au début de 1970. Plus tôt, ce mois-ci, il y a eu une autre réduction de 7.5 pour cent dans les taux d'escompte des banques à charte qui, au cours de janvier, ont par ailleurs cherché à faire diminuer les taux hypothécaires de la Loi nationale sur l'habitation. Les autres taux à long terme ont également considérablement baissé. Au milieu de ce mois-ci le taux s'appliquant aux obligations à long terme de l'État était d'environ 6.7 pour cent, au regard de plus de 8.3 pour cent au début de 1970. Cette évolution monétaire contribuera très certainement à l'essor économique.